

ILES VANILLE

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Assemblée générale d'approbation des comptes
de l'exercice clos le 31 décembre 2022

ILES VANILLE

Siège social : 4, rue Jules Thirel - Bât B - Immeuble la Balance - 97460 SAINT-PAUL

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2022

Mesdames, Messieurs,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association **ILES VANILLE** relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2022 à la date d'émission de notre rapport.

.../...



JUSTIFICATION DES APPRÉCIATIONS

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice :

- Votre association perçoit des subventions d'exploitation et d'investissement. Nous nous sommes assurés de leur comptabilisation en compte de résultat, dans le respect du règlement N°2018-06 du 5 décembre 2018.
- En page 21 de l'annexe, figure le solde des subventions par convention de financement FEDER/Région et par année. Les programmes, pour lesquels les sommes reçues par votre association sont supérieures aux dépenses réalisées, s'élèvent à 217 K€. Le solde de subventions à recevoir s'élève à 281 K€. Nos travaux ont consisté à vérifier la correcte traduction comptable des termes des conventions signées avec les financeurs.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

VÉRIFICATIONS SPÉCIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du Trésorier et dans les autres documents adressés aux membres de l'association sur la situation financière et les comptes annuels.

RESPONSABILITÉS DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Trésorier.

.../...



RESPONSABILITÉS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES À L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de l'association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Saint-Denis, le 20 juin 2024

Le commissaire aux comptes



Karine JASMIN

Bilan actif

	Brut	Amortissement Dépréciation	Net au 31/12/2022	Net au 31/12/2021
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
<i>Autres immobilisations corporelles</i>	8 874	4 403	4 470	6 105
Immobilisations financières				
Total I	8 874	4 403	4 470	6 105
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Créances				
<i>Créances usagers et comptes rattachés</i>	20 660		20 660	21 160
<i>Autres créances</i>	306 892		306 892	398 356
Autres postes de l'actif circulant				
<i>Disponibilités</i>	123 949		123 949	121 169
<i>Charges constatés d'avance</i>	10 530		10 530	
Total II	462 030		462 030	540 685
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	470 904	4 403	466 500	546 791
Legs nets à réaliser :				
acceptés par les organes statutairements compétents				
autorisés par l'organisme de tutelle				
Dons en nature restant à vendre :				

Comptes annuels annexés au rapport
du commissaire aux comptes

Bilan passif

	au 31/12/2022	au 31/12/2021
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres avec droit de reprise		
Réserves		
Report à nouveau	46 773	39 740
Excédent ou déficit de l'exercice	11 034	7 033
Situation nette (sous-total)	57 806	46 773
Total I	57 806	46 773
FONDS REPORTES ET DEDIES		
PROVISIONS		
DETTES		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	248	113 131
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	103 188	77 744
Dettes fiscales et sociales	293 929	302 425
Autres dettes	2 112	612
Produits constatés d'avance	9 217	6 105
Total IV	408 694	500 018
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	466 500	546 791

(1) Dont à plus d'un an (a)	
Dont à moins d'un an (a)	408 694
(2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque	248
(3) Dont emprunts participatifs	
(a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours	

Compte de résultat

	Exercice N 31/12/2022	Exercice N-1 31/12/2021
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Ventes de biens et de services <i>Ventes de prestations de services</i>	8 000	6 000
Produits de tiers financeurs <i>Concours publics et subventions d'exploitation</i>	278 073	266 904
Autres produits	2	2
Total I	286 074	272 906
CHARGES D'EXPLOITATION		
Autres achats et charges externes	91 014	83 925
Impôts, taxes et versements assimilés	754	743
Salaires et traitements	137 076	135 303
Charges sociales	43 742	45 436
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	2 969	1 430
Autres charges	120	12
Total II	275 675	266 849
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	10 398	6 057
PRODUITS FINANCIERS		
Autres intérêts et produits assimilés	673	975
Total III	673	975
CHARGES FINANCIERES		
Intérêts et charges assimilées	2 362	
Total IV	2 362	
2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)	-1 690	975

Comptes annuels annexés au rapport
des commissaires aux comptes

Compte de résultat

	Exercice N 31/12/2022	Exercice N-1 31/12/2021
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)	8 709	7 033
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	2 325	
Total V	2 325	
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	2 325	
Total des produits (I+III+V)	289 071	273 882
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)	278 037	266 849
EXCEDENT OU DEFICIT	11 034	7 033

Comptes annuels annexés au rapport
du commissaire aux comptes

Comptes annuels annexés au rapport
du commissaire aux comptes

Annexe

Comptes annuels annexés au rapport
du commissaire aux comptes

Règles et méthodes comptables

Désignation de l'association : VANILLA ISLANDS ORGANISATION

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2022, dont le total est de 466 500 EURO et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un excédent de 11 034 EURO. L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2022 au 31/12/2022.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Comptes annuels annexés au rapport
du commissaire aux comptes

Description de l'objet social, des activités ou missions sociales réalisées et des moyens mis en oeuvre

Présentation de l'entité - Article 431-2 Du Règlement ANC 2018-06

L'organisme à but non lucratif VIO (Vanilla Islands Organisation) est une association régie par la loi du 1er juillet 1901 et le décret du 16 août 1901.

L'association VIO a pour objet le développement touristique de la zone océan indien.

Elle inscrit son projet dans une dimension d'intérêt général et de coopération régionale, en cherchant à établir entre les acteurs des échanges d'informations, de pratiques et d'expériences.

Les membres de l'Association sont les représentants touristiques officiels de six îles de l'Océan Indien : La Réunion, Maurice, Madagascar, Seychelles, Comores, Mayotte.

La Présidence est annuelle et tournante.

Les activités de l'association se rapprochent de celles d'un office de tourisme.

Ses actions se déclinent en trois axes :

- Axe 1 : développement des marchés et des arrivées de croisiéristes ;
- Axe 2 : développer la notoriété de la marque grâce à une meilleure compréhension de l'activité ;
- Axe 3 : Réaliser des actions communes de promotion par l'animation du réseau et une meilleure compréhension des acteurs.

Les missions de promotion se déroulent en vis-à-vis (salons, roadshows, eductours, etc) dans l'océan indien et à travers le monde, visites d'entreprises etc) mais également à distance ou sur des plateformes numériques.

Les moyens mis en œuvre sont humains (2 personnes), techniques et numériques.

Un bureau équipé situé à St Paul, un site internet, des réseaux sociaux(facebook, instagram, twitter, linkedin) permettent de contribuer à l'objet social de l'association.

Au niveau financier et pour mener à bien ses missions, l'association est financé par le biais d'une subvention issue de fonds européens dédiés à la coopération (INTERREG) et de leurs contrepartie nationale (Région Réunion).

Règles et méthodes comptables

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2022 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement 2018-06 de l'Autorité des Normes Comptables relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les différentes actions menées par l'association sont financées par des subventions FEDER/REGION et REGION.

Les conventions de financement prévoient la prise en charge de l'intégralité des dépenses réalisées.

Le résultat de l'exercice correspond aux produits propres de l'association diminués des charges non décaissées.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en EURO.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Comptes annuels annexés au rapport
du commissaire aux comptes

Règles et méthodes comptables

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- * Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- * Matériel informatique : 3 ans
- * Mobilier : 10 ans

Comptes annuels annexés au rapport
du commissaire aux comptes

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'association a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'association.

Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles				
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Instal.générales, agencements et aménagements constr				
- Instal.techniques, matériel et outillage industriels				
- Instal.générales, agencements aménagements divers				
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	7 540	1 334		8 874
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours				
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	7 540	1 334		8 874
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations				
- Autres titres immobilisés				
- Prêts et autres immobilisations financières				
Immobilisations financières				
ACTIF IMMOBILISE	7 540	1 334		8 874

Comptes annuels annexés au rapport
du commissaire aux comptes

Notes sur le bilan

Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles				
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Instal.générales, agencements, aménagements construc.				
- Instal.techniques, matériel et outillage industriels				
- Instal.générales, agencements aménagements divers				
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	1 434	2 969		4 403
- Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles	1 434	2 969		4 403
ACTIF IMMOBILISE	1 434	2 969		4 403

Comptes annuels annexés au rapport
du commissaire aux comptes

Notes sur le bilan

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 338 081 EURO et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres			
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	20 660	20 660	
Autres	306 892	306 892	
Charges constatées d'avance	10 530	10 530	
Total	338 081	338 081	
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Produits à recevoir

	Montant
Fournisseurs rrr à recevoir	12 607
Total	12 607

Notes sur le bilan

Fonds propres

Tableau de variation des fonds propres

VARIATION DES FONDS PROPRES	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves					
Report à Nouveau	39 740	7 033			46 773
Excédent ou déficit de l'exercice	7 033	-7 033	11 034		11 034
Situation nette	46 773		11 034		57 806
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
Droits de propriétaires (Commodat)					
TOTAL	46 773		11 034		57 806

Comptes annuels annexés au rapport
du commissaire aux comptes

Notes sur le bilan

Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 408 694 EURO et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine	248	248		
- à plus de 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	103 188	103 188		
Dettes fiscales et sociales	293 929	293 929		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)	2 112	2 112		
Produits constatés d'avance	9 217	9 217		
Total	408 694	408 694		
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice	112 364			
(**) Dont envers les associés				

Charges à payer

	Montant
Fournisseurs - factures non pa	20 513
Dettes prov. congés à payer	39 657
Charges sociales congés à payer	15 743
Formation continue	2 912
Total	78 825

Notes sur le bilan

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
Charges constatées d'avance	966		
Total	966		

Comptes annuels annexés au rapport
du commissaire aux comptes

Produits constatés d'avance

	Produits d'exploitation	Produits Financiers	Produits Exceptionnels
Produits constatés d'avance	3 566		
Total	3 566		

Notes sur le compte de résultat

Charges et produits d'exploitation et financiers

Subventions d'exploitation

Concours publics et subventions

	Union européenne	Etat	Collectivités territoriales	CAF	Autres	Total
Concours publics						
Subventions d'exploitation	195 439		82 635			278 073
Subventions d'équilibre						
Subventions d'investissement						
						278 073

Comptes annuels annexés au rapport
du commissaire aux comptes

Subventions de l'association

Soldes des conventions de financement FEDER/Région Réunion et Région Réunion au 31/12/2022

Année	N° convention	Libellé	Conventionné	Réalisé	Reçu	Solde
2016	DAE 2017-0164	Programme d'action 2016 - Part non éligible au programme Interreg V	106 567	85 959	- 221 224	- 135 265
2017	DAE 2017- 0754	Programme d'action 2017 - Part non éligible au programme Interreg V	360 523	237 147	- 238 829	- 1 682
2019	EDT 2019-0964/0020754	Programme de coopération régionale touristique 2019	466 325	238 980	- 250 220	- 11 240
2020	DAE-T/2020-1440	Programme d'action 2019 - Part non éligible au programme Interreg V	126 500	64 853	- 101 200	- 36 347
2021	DAE-T/2021-0973	Programme d'action 2021 - Part non éligible au programme Interreg V	202 500	30 161	- 63 250	- 33 089
2022	DAE-T/2022-1151	Programme d'action 2022 - Part non éligible au programme Interreg V	116 247	46 510	-	- 46 510
2022	EDT 2022-0165/0032962	Programme de coopération régionale touristique 2022	382 352	234 675	-	- 234 675
TOTAL						63 562

Soldes des conventions de financement des autres organismes au 31/12/2022

Année	N° convention	Libellé	Conventionné	Réalisé	Reçu	Solde
2021	ROI/FA/YG/ha/20201116-001	Organisation internationale de la francophonie - programme P14 "Accompagnement à la réalisation des Objectifs de développement durable"	6 600	6 600	- 5 280	1 320
TOTAL						1 320

Comptes annuels annexés au rapport
du commissaire aux comptes